

Abdelhak Chamkhou

le Canard Hebdomadaire



La directrice générale de l'OFPPT.

Loubna Tricha **Masterclass en enfumage administratif**

P10

Urbanisme **LA VILLE VERTE VIRE AU GRIS BÉTON**

P6



Moncef Belkhayat

L'ASPIRATEUR À ENTREPRISES

Un supermarché ? Avalé. Une chaîne de café ? Gobé. Un média ? Ingurgité. Un magasin de bricolage ? Déglutition express. Moncef Belkhayat ne construit pas un groupe : il passe l'aspirateur sur tout ce qui dépasse. Reste à savoir si un jour, le tuyau finira par se boucher.

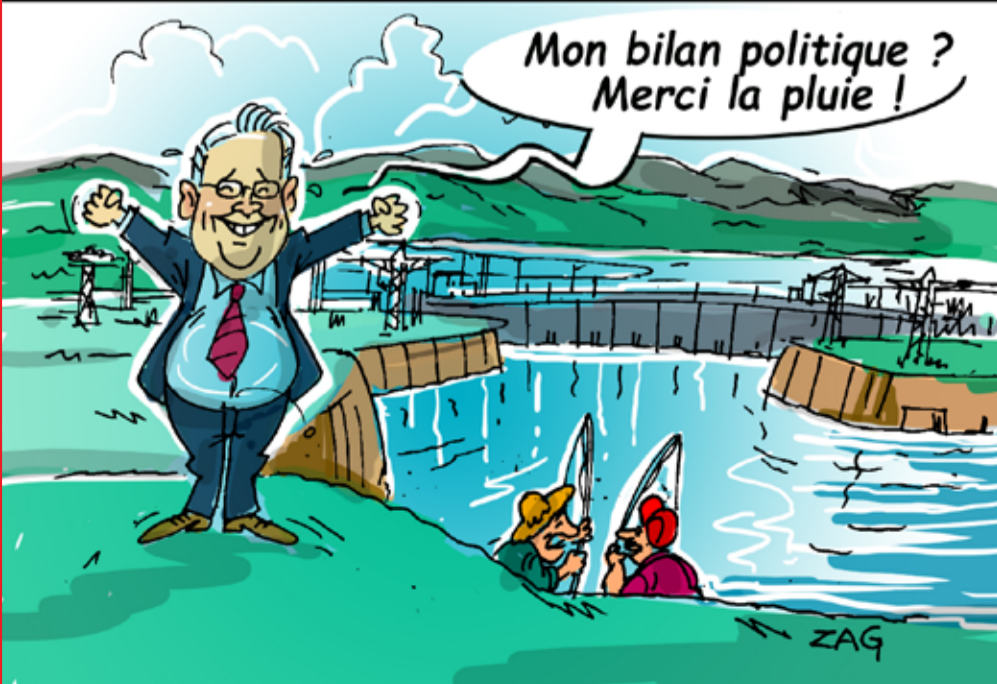
P8

Confus **DE CANARD**

POLISARIO, LA DERNIÈRE CHANCE

P2

Baraka se félicite du taux de remplissage des barrages



À Téhéran, l'idée gagne du terrain que la retenue n'a pas protégé le pays, bien au contraire.

P13

Visite du pape en Algérie

Le grand show « peace and love » a fait boum...

P15



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

POLISARIO, LA DERNIÈRE CHANCE

Le temps des certitudes figées, comme les dunes du désert, commence à bouger. Pour la première fois depuis que la chimérique « RASD » s'est auto-proclamée dans un coin perdu du Sahara, le discours du Polisario laisse entrevoir une brèche, aussi grosse qu'une fissure dans un mur qui semblait bétonné. L'indépendance ne serait plus l'unique horizon? Mais alors, quoi? Une autonomie? Une réconciliation? Un simple remaniement de slogan? Cette inflexion, portée par le négociateur Mohamed Yeslem Beissat, n'a rien d'anodin. Elle ressemble même à un aveu en creux : la ligne dure, adoptée sur ordre d'Alger pendant des décennies comme un catéchisme révolutionnaire, a atteint ses limites. Disons-le franchement : elle est morte de sa belle mort, faute de carburant politique.

Derrière cette apparente souplesse se cache une réalité bien plus brutale, voire fatale : l'usure et l'essoufflement. Essoufflement diplomatique d'une bande de mercenaires que plus personne n'écoute après l'effritement de leurs thèses nourries à l'imposture.

Mais surtout, fatigue humaine dans les camps de Tindouf, en Algérie. Là-bas, plus de 100 000 séquestrés vivent suspendus à une promesse illusoire qui n'a aucune chance de se réaliser comme une fiancée qui attend depuis quarante ans son mari, parti acheter des cigarettes. Deux générations entières de sahraouis sont nées, ont grandi, se sont mariées, ont eu des enfants et vieilli dans l'attente d'un dénouement qui se dérobe sans cesse. Le grand mirage polisarrien.

Le récit fondateur de cette créature d'Alger qu'est le Polisario, jadis mobilisateur, ressemble aujourd'hui à un vieux disque rayé : tout le monde connaît les paroles, mais plus personne n'a envie de danser.

Pendant ce temps, la dynamique internationale évolue. Et pas dans le bon sens pour les séparatistes et leurs soutiens. L'initiative marocaine d'autonomie, proposée en 2007 pour sortir de ce pseudo-conflit, s'impose comme la seule base réaliste de règlement. Soutenue par des puissances qui comptent – États-Unis, France, Allemagne, Espagne, pour ne citer qu'eux – et inscrite au cœur des discussions onusiennes, elle bénéficie d'un consensus qui ne cesse de s'élargir. Les cycles de négociations sous l'égide des États-Unis impliquent

désormais le Maroc, l'Algérie, le Polisario et la Mauritanie et c'est là un tournant majeur. Car l'Algérie, principal protagoniste du dossier qu'elle a créé de toutes pièces pour les raisons que l'on sait, ne peut plus prétendre ne pas être concernée.

Mais voilà que la récente décision du Mali de retirer sa reconnaissance de la « RASD » vient planter un clou supplémentaire dans le cercueil du Polisario. Un geste lourd de sens, vu que le Mali partage une longue frontière avec l'Algérie – une frontière poreuse, nerveuse, stratégique. En tournant le dos à la pseudo-république de Tindouf, Bamako envoie un signal clair à son voisin du nord : l'heure n'est plus aux aventures séparatistes, mais aux réalités régionales. Ce basculement d'un poids lourd de la région, qui connaît bien

les douleurs de la désintégration, place l'Algérie dans une position de plus en plus inconfortable. On pourrait presque entendre, depuis Alger, un silence gêné. Car comment justifier encore un soutien indéfectible à un mouvement que ses propres alliés historiques abandonnent un par un, comme des passagers quittant un navire qui prend l'eau de toutes parts?

L'isolement diplomatique du parrain algérien s'accroît donc, au moment même où il croyait peser sur l'échiquier régional. Ironie du sort : plus l'Algérie s'obstine à maintenir sous perfusion un Polisario moribond, plus elle s'enferme dans une logique contre-productive, à contre-courant d'une tendance internationale qui privilégie désormais les solu-

tions de compromis. Le monde a changé. La guerre froide est finie depuis plus de trente ans. Mais à Alger, on semble avoir oublié de mettre le réveil. D'où l'anachronisme qui frappe ce régime aux abois. L'histoire, heureusement, s'accélère souvent quand les lignes idéologiques ou supposées l'être commencent à se fissurer. L'émergence d'une nouvelle génération de cadres sahraouis – plus pragmatiques, et plus connectés aux réalités géopolitiques – pourrait bien précipiter ce tournant. Une transition d'un discours de rupture, usé jusqu'à la corde, vers une logique de négociation, de développement et de retour à la raison. Après tout, les enfants des camps de Tindouf méritent autre chose que des discours et des promesses stériles dans des conditions qui plus est inhumaines. Ils méritent un avenir. Et cet avenir, il ne passe pas par l'indé-

Bamako envoie un signal clair à son voisin du nord : l'heure n'est plus aux aventures séparatistes, mais aux réalités régionales.



Côté **BASSE-COUR**



pendance, mais par le retour dans la mère patrie. Ce qui se joue aujourd'hui dépasse le seul sort du Polisario. C'est la fin inéluctable d'un narratif hérité d'une époque révolue, remplacé par une approche où le réalisme politique prend le pas sur les slogans creux. À mesure que le plan d'autonomie marocain gagne du terrain, et que les reconnaissances de la « RASD » s'érodent comme des falaises sous l'érosion, une évidence s'impose, presque avec élégance : le conflit du Sahara entre dans sa phase terminale.

Reste à savoir si ses protagonistes – et en particulier le parrain algérien, qui n'a toujours pas compris que son protégé lui file entre les doigts – sauront accompagner cette fin annoncée avec lucidité... ou s'ils choisiront, une fois de plus, de retarder l'inévitable, par stupidité, mauvaise foi ou aveuglement. L'histoire ne les attendra pas. Elle a déjà pris son train, et le Mali vient de monter à bord.

Une chose est sûre : le Maroc est décidé plus que jamais de sortir d'une attente sans fin. Car un plan d'autonomie, surtout qu'il bénéficie d'un large appui international, ne saurait rester indéfiniment suspendu au bon vouloir d'une partie qui multiplie les blocages. Comme toute offre politique, il obéit à une logique de temporalité : il se discute, s'ajuste, puis, à un moment donné, il se concrétise ou il devient caduc. En d'autres termes, Rabat ne peut éternellement conditionner l'avenir de ses provinces du Sud à un hypothétique feu vert du Polisario et de son parrain algérien. Dans ce contexte, une option finirait pas être envisagée : avancer avec les Sahraouis loyales engagés déjà dans une logique de stabilité et de développement, ceux qui participent déjà aux institutions locales et nationales. Le plan d'autonomie pourrait ainsi être mis en œuvre de manière progressive, en s'appuyant sur ces forces locales, sans attendre un consensus devenu improbable avec les mercenaires à la solde d'Alger. Une telle démarche reviendrait à inverser le rapport de force : ne plus subir l'obstruction, mais la contourner.

Ce choix, s'il se confirme, marquerait un tournant stratégique majeur. Il enverrait un signal clair à la communauté internationale, notamment à l'Onu, que le Maroc privilégie désormais l'efficacité et le concret à l'enlisement diplomatique. Il placerait également le Polisario face à ses responsabilités : soit rejoindre une dynamique en marche, soit s'en exclure durablement, au risque de devenir politiquement marginal.

Au fond, la question n'est plus seulement de savoir si une solution est possible, mais quand et avec qui elle sera mise en œuvre. Et à mesure que le temps passe, une évidence s'impose : dans ce dossier, l'attente a trop duré et elle n'est plus acceptable... ▀

Urbanisme Le Prince Héritier Moulay El Hassan inaugure la Tour Mohammed VI à Rabat

Sur Hautes Instructions du Roi Mohammed VI, le Prince Héritier Moulay El Hassan a procédé, lundi sur la rive droite du Bouregreg, à l'inauguration de la Tour Mohammed VI. Véritable prouesse architecturale, cet édifice s'impose d'ores et déjà comme un symbole de modernité et du rayonnement des deux villes jumelles, Rabat et Salé, portées par la vision du Souverain. À cette occasion, le Prince Héritier a effectué une visite détaillée des différentes composantes de la tour. Du lobby principal — où lui ont été présentées les caractéristiques techniques de l'ouvrage ainsi que les matériaux artisanaux marocains mobilisés — aux espaces de conférences et à la bibliothèque, la découverte s'est voulue à la fois technique et culturelle. Il s'est ensuite rendu dans un appartement témoin, à l'hôtel Waldorf Astoria, avant de rejoindre l'observatoire du patrimoine situé au sommet. De là, une vue panoramique saisissante embrasse Rabat et Salé, où remparts, kasbahs et portes anciennes racontent l'histoire séculaire des deux cités. S'élevant à 250 mètres (55 étages), la Tour redessine désormais la skyline de Rabat. Elle conjugue ingénierie de pointe et élégance architecturale, tout en répondant aux normes environnementales les plus exigeantes. L'édifice s'inscrit pleinement dans le vaste projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg, pilier du programme intégré « Rabat Ville Lumière, capitale marocaine de la culture ». Porté par O Capital Group de Othman Benjelloun présent lors de l'inauguration, ce projet multifonctionnel abrite un hôtel de luxe, des bureaux, des résidences, des espaces de conférences, des commerces et des restaurants, le tout desservi par 36 ascenseurs. Reposant sur des fondations profondes de 60 mètres, conçues pour résister aux séismes et aux crues du fleuve, la Tour bénéficie également d'un système innovant d'amortisseur harmonique, garantissant stabilité et confort, même aux étages les plus élevés. Dotée de deux façades — l'une à éclairage dynamique, l'autre équipée de panneaux photovoltaïques —, la Tour Mohammed VI intègre des technologies de dernière génération en matière d'éco-construction. Elle dispose par ailleurs de systèmes avancés de récupération d'énergie et de collecte des eaux pluviales, lui ayant valu les certifications internationales LEED Gold et HQE. Autant d'atouts qui la placent parmi les réalisations architecturales les plus innovantes et performantes du continent africain. ▀



SAR le prince héritier Moulay El Hassan dévoilant la plaque commémorative de la tour.

Marrakech décolle avec easyJet

L'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) a inauguré une base de easyJet à Marrakech, une première en Afrique, marquant une accélération majeure de la connectivité aérienne du Maroc. Trois avions y seront basés, permettant jusqu'à 4 millions de sièges dès la première année et renforçant les flux depuis les principaux marchés européens.

Cette implantation s'accompagne de six nouvelles lignes et du renforcement de plusieurs dessertes existantes, portant à 58 le nombre total de routes vers le Royaume. easyJet étend ainsi son réseau à cinq aéroports marocains, tout en consolidant sa position sur des marchés clés comme le Royaume-Uni et la Suisse. Au-delà du transport, la base générera une centaine d'emplois directs et dynamisera l'écosystème touristique local. Elle s'inscrit dans un partenariat stratégique lancé en 2025, visant à soutenir une croissance touristique durable et mieux structurée. ▀



Cette implantation s'accompagne de six nouvelles lignes.



Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois
GENTLEMAN

LES MILLIARDAIRES SYMPAS ÇA EXISTE...

Oprah Winfrey, née en 1954 dans une ferme isolée dans le Mississippi, est devenue une reine des médias américains. Elle est connue pour son émission télévisée « The Oprah Winfrey Show » et a aussi joué dans les films « La Couleur pourpre » et « Selma » entre autres. Elle serait la plus femme la plus riche du XXe siècle et la plus philanthrope de tous les temps. Elle aurait gagné 3,15 milliards MAD – dirhams marocains - en 2009 et 2010 ! C'est une descendante d'esclaves africains. Très précoce, à l'âge de 3 ans, elle a lu un texte de sa composition sur Jésus, durant l'office de Pâques 1957 ! Elle est entrée en CE2 - cours élémentaire de deuxième année – sans passer par le CP et le CE1. Ses parents conscients du racisme dans le Sud des USA, apprennent à leur fille les « bonnes manières », moyens indispensables pour éviter des ennuis avec les Blancs. Dès qu'Oprah se laisse aller, ses parents la fouette pour lui apprendre à survivre dans ce milieu hostile aux descendants d'esclaves. A l'âge de 6 ans, Oprah devient serveuse pour un salaire de 500 MAD par semaine. La lecture l'aide de supporter cette de misère et les coups de fouet. À l'âge de 8 ans, à Nashville, elle est payée 5000 MAD pour prêcher la bonne parole ! Comme c'est une brillante élève, elle reçoit une bourse d'études pour achever ses études dans une « High School » ! En classe de terminale, elle se fait élire présidente de l'association des étudiants. A l'âge de



Descendante d'esclave africains, née en 1954 dans le sud très raciste des USA, Oprah Winfrey fut un enfant très précoce qui, à l'âge de 3 ans, durant l'office de Pâques en 1957 dans l'église, a lu un texte de sa composition sur le prophète Jésus-Christ !

16 ans, elle est sélectionnée pour représenter sa « High School » à un concours des « Adolescents Exceptionnels des USA ». A 17ans, en classe de terminale, Oprah désire récolter des dons et contacte, pour se faire, une station de radio. À la fin de l'opération, l'un des disc-jockeys de la station, remarque l'aisance orale d'Oprah et lui demande si elle veut bien travailler avec lui. Elle devient alors animatrice de radio en dehors de ses horaires scolaires et pendant les week-ends. La même année, elle décroche son bac et postule auprès de l'université d'État du Tennessee qui l'accepte. Cette université est un établissement qui fait partie des universités « historiquement noires ». Elle ne veut pas être une « militante noire » comme cela était courant à l'époque. A l'âge de 18 ans, elle se présente à un concours de beauté. Grâce à la partie du concours concernant les compétences artistiques pendant laquelle Oprah chante et déclame une scène de théâtre, elle conquiert les membres du jury et le maître des cérémonies la déclare gagnante. L'université n'ayant pas de programmes consacrés à la télévision ou à la radio, Oprah choisit l'art dramatique, au grand dam de son père qui lui déclare « Je ne t'envoie pas faire des études pour que tu deviennes une actrice ». (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com
Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web
www.lecanardlibere.com



Aziz Akhannouch, un bilan mitigé...

AHMED ZOUBAÏR

Il y avait, dans l'hémicycle, ce mercredi 15 avril, comme un air de fin de cycle. En présentant son bilan devant le Parlement, Aziz Akhannouch n'a pas seulement dressé l'état des lieux de son action : il a, de fait, ouvert la dernière ligne droite avant les législatives de septembre. L'exercice était rodé. Réformes engagées, chantiers structurants, protection sociale en déploiement : le récit gouvernemental est cohérent, presque irréfutable dans sa mécanique. Mais à mesure que le discours se déroule, une question s'impose : de quel Maroc parle-t-on exactement ? À écouter le discours de M. Akhannouch, le Maroc avance, réforme, protège. À vivre le quotidien, une large frange de la population a surtout le sentiment d'abandon face au renchérissement insupportable du coût de la vie. La vie chère s'est installée durablement dans le quotidien des ménages, frappant de plein fouet les couches défavorisées et les classes moyennes. Produits alimentaires, transport, carburant : tout ou presque pèse davantage sur des budgets déjà fragilisés. Dans ce contexte, difficile d'imaginer une adhésion spontanée au discours officiel. Le pouvoir

Politique Le bilan en trompe-l'œil d'un gouvernement à bout de cycle

d'achat, baromètre implacable de toute politique publique, s'est érodé au fil des années. Et c'est bien cette réalité-là que retient une grande partie de la population. Certes, le gouvernement peut revendiquer des réalisations : généralisation progressive de la protection sociale, réformes sectorielles, volonté d'attirer l'investissement. Mais ces avancées, aussi structurantes soient-elles, peinent à compenser une perception dominante : celle d'un appauvrissement général. En politique, la perception vaut souvent plus que l'intention. Et dans l'esprit de nombreux Marocains, ces cinq années resteront avant tout celles de la pression sur le panier de la ménagère. Plus inquiétant, la vie chère ne semble plus relever d'une conjoncture passagère, elle est devenue un ressenti collectif profond, bien enraciné dans le quotidien. Le gouvernement a beau mettre en avant les aides sociales directes, allant de 500 à 1.350 dirhams au profit des familles les plus démunies, force est de constater que dans les faits, ces subventions ont été largement absorbées par la hausse continue des prix. Ce qui est donné d'une main semble repris de l'autre par un marché devenu incontrôlable...

À la décharge de l'exécutif, le contexte international est particulièrement rude. Guerre en Ukraine, tensions persistantes au Moyen-Orient, inflation importée : une véritable polycrise qui pèse sur toutes les économies. Mais cet argument, aussi valable soit-il, ne suffit plus à lui seul à expliquer le malaise. Car au-delà des facteurs exogènes, le gouvernement n'a pas su pu vouloir activer des mesures fortes, notamment les mécanismes de régulation nécessaires pour protéger efficacement le pouvoir d'achat du grand nombre. C'est à ce niveau-là que le reproche est difficile à esquiver. L'envolée des prix ne relève pas uniquement des chocs internationaux. Elle est aussi alimentée par des logiques internes : spéculation, circuits de distribution opaques, multiplication des intermédiaires et sous-provisionnement du marché local. Dans certains cas, notamment pour les fruits et légumes, le marché national a semblé passer au second plan, au profit d'exportations plus lucratives. Résultat : une offre locale sous tension et des prix qui

flambent. Pendant ce temps, les grands pontes de l'agriculture et de l'élevage donnent le sentiment d'avoir les mains libres. Ils fixent les règles du jeu, pendant que les pouvoirs publics peinent à imposer les siennes. Le cas des viandes rouges est un exemple très éloquent. Malgré une pluviométrie exceptionnelle, censée alléger les coûts de production, les prix restent élevés. Pour le citoyen lambda, l'incompréhension est totale. Comment expliquer que des conditions naturelles favorables ne se traduisent pas par une baisse des prix ? Cette dissonance alimente un sentiment d'injustice et renforce l'idée d'un marché livré aux rapaces. Le gouvernement de Aziz Akhannouch peut légitimement revendiquer un certain bilan. Mais face à la pression constante sur le budget des ménages, il peine à peser dans la balance. Car au bout du compte, le véritable bulletin de vote se prépare loin des hémicycles. Il se construit chaque jour, au moment de faire ses courses, de payer ses factures, de renoncer à certaines dépenses. Ce bilan avait des allures de démonstration. Septembre aura celles d'un verdict. (





Côté **BASSE-COUR**



Conseil supérieur des Oulémas **El Yazid** **Radi remplace Mohamed Yssef**



Le souverain décorant Mohamed Yssef.



Le souverain recevant El Yazid Er-Radi.

Le Roi Mohammed VI, Commandeur des Croyants, a procédé ce mardi 14 avril 2026 à la nomination de El Yazid Er-Radi au poste de secrétaire général du Conseil supérieur des Oulémas.

À la suite de cette décision, le Souverain a reçu Mohamed Yssef, ancien secrétaire général de l'institution, à qui il a décerné le Wisam Al Arch (Grand Officier). Cette distinction a été attribuée « en considération des services louables rendus à sa religion, sa patrie et son Roi, dans les différentes missions et responsabilités qu'il a assumées », selon un communiqué du Cabinet Royal.

Le même communiqué précise que le Souverain a adressé ses hautes orientations au nouveau responsable, l'invitant à veiller à ce que le Conseil poursuive pleinement ses missions en matière de promotion de l'Islam, fondée sur les valeurs du juste milieu et de la modération, ainsi que la préservation des constantes religieuses du Royaume. Mohamed Yssef avait été nommé à ce poste par le Roi le 26 mars 2000.

Créé en 1981, le Conseil supérieur des Oulémas constitue une institution centrale chargée d'appuyer et d'encadrer la politique religieuse du Maroc. ▶

Sahara marocain

Le Mali retire sa reconnaissance de la "rasd" et soutient le plan d'autonomie

La République du Mali a annoncé, jeudi 9 avril, le retrait officiel de sa reconnaissance de la prétendue "République Arabe Sahraouie Démocratique" (rasd), après réexamen approfondi du dossier du Sahara, considéré par Bamako comme un enjeu majeur pour la paix et la stabilité sous-régionales. Cette position a été exprimée dans une déclaration officielle du gouvernement malien, lue par Abdoulaye Diop, à l'issue de sa rencontre avec le ministre marocain



Le président du Mali Assimi Goïta.

des Affaires étrangères. La visite de Nasser Bourita à Bamako s'inscrit, selon la partie marocaine, dans le cadre des Hautes Instructions de Mohammed VI, illustrant le renforcement des relations bilatérales entre Rabat et Bamako.

Dans sa déclaration, le gouvernement malien affirme également son soutien au plan d'autonomie proposé par le Maroc, qu'il considère comme la seule base "sérieuse, crédible et réaliste" pour parvenir à une solution durable du différend, dans le cadre de la souveraineté marocaine. Bamako réaffirme par ailleurs son appui aux efforts des Nations Unies et de l'Envoyé personnel du Secrétaire général, ainsi qu'aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2797 (2025), adoptée le 31 octobre 2025. Enfin, les autorités maliennes ont indiqué que cette décision sera officiellement communiquée aux organisations régionales et internationales dont le Mali est membre, ainsi qu'au corps diplomatique accrédité à Bamako. ▶

Barrages presque pleins

Ministère de l'Eau... bientôt ministère du Confort



Le ministre de l'Équipement et de l'Eau Nizar Baraka peut aujourd'hui savourer une rare victoire politique : des barrages remplis à 75 %, soit près de 13 milliards de m³. De quoi transformer, le temps d'une annonce,

un ministère longtemps sous tension en havre de sérénité. Devant la Chambre des représentants, le ministre a détaillé une situation presque idyllique: entre deux et cinq ans d'approvisionnement en eau potable assurés selon les régions,

des besoins agricoles intégralement couverts et, cerise sur le gâteau, le lancement de 30 barrages collinaires. Autant dire que, pour une fois, la pluie ne tombe pas seulement du ciel, elle tombe à point nommé... dans les discours.

Après des années de stress hydrique et de plans d'urgence à répétition, les récentes précipitations et chutes de neige ont rebattu les cartes. L'irrigation, autrefois rationnée, affiche désormais complet : 100 % des besoins satisfaits, contre à peine 55 % les années précédentes. Un redressement spectaculaire qui ferait presque oublier que la météo reste, par définition, une alliée capricieuse.

Mais au-delà des chiffres flatteurs, une évidence s'impose : le successeur de Nizar Baraka héritera d'un ministère... étonnamment tran-

quille. Fini (provisoirement) les arbitrages douloureux, les tensions sur l'eau potable ou les colères du monde agricole. Place à une gestion plus confortable, presque contemplative, où l'urgence cède la place à la planification. Reste à savoir si cette accalmie durera ou si elle n'est qu'une parenthèse humide dans un climat structurellement aride. Mais en attendant, le message est clair : pour une fois, le ministère de l'Eau coule des jours paisibles... et c'est assez rare pour être souligné. ▶



Le Maigret du CANARD



Urbanisme

LA VILLE VERTE VIRE AU GRIS BÉTON

Pensée comme une oasis résidentielle aux portes de Casablanca, la Ville Verte de Bouskoura promettait calme, nature et qualité de vie. Une quinzaine d'années années plus tard, le décor a changé. Dans le mauvais sens. Explications.



Les habitants se mobilisent pour empêcher l'extension des dérives...

SALIHA TOUMI

Il fut un temps, pas si lointain, où la "Ville Verte" de Bouskoura se vendait comme un poème immobilier. Une parenthèse bucolique aux portes de Casablanca, entre pins centenaires et chants d'oiseaux, promesse d'un quotidien apaisé loin des klaxons et des embouteillages. Une promesse calibrée pour réconcilier confort moderne et nature qui a séduit une classe aisée et moyenne supérieure en quête de calme, loin du tumulte urbain et ses tracasseries.

Un slogan presque trop beau pour être vrai. Et pour cause. Car aujourd'hui, la verdure et le

calme promis semblent avoir pris la tangente, doucement mais sûrement, au profit d'une autre espèce invasive : le béton commercial, motorisé et climatisé.

Autour des résidences fermées, où l'on pensait respirer à plein poumons, s'installent désormais des concessionnaires automobiles à la chaîne. La maison Fiat a ouvert le bal, suivi de près par la maison Hyundai et toute une procession de marques dont le Chinois BYD visiblement convaincues que la chlorophylle se marie très bien avec les carrosseries rutilantes.

Résultat : là où l'on vendait du calme, on expose désormais des SUV. Là où l'on promettait des promenades forestières, on

aligne des showrooms.

Or, un concessionnaire, ce n'est pas qu'un joli showroom vitré. C'est des semi-remorques de livraison, un flux constant de clients, des dizaines d'employés aux heures de pointe et une pression supplémentaire sur une circulation déjà saturée.

En Europe, ce type d'activité est relégué dans des zones industrielles ou commerciales. Par souci de cohérence, de sécurité, et tout simplement de bon sens. À Bouskoura, on semble avoir opté pour une autre logique : celle du "pourquoi pas ici ?"

À proximité d'écoles, le cocktail devient même explosif. Déjà que les entrées et sorties scolaires

Au fond, ce qui se joue à la Ville Verte dépasse largement le cas de Bouskoura : il révèle une carence plus profonde, presque structurelle, celle d'une vision urbanistique cohérente. Trop souvent, la ville ne semble pas pensée comme un ensemble, mais construite par addition de projets isolés, guidés davantage par des opportunités foncières ou commerciales que par une logique d'aménagement global. La planification cède le pas à l'improvisation, la cohérence à la juxtaposition. Résultat : des zones résidentielles qui côtoient des activités inadaptées, des flux de circulation mal anticipés, et une qualité de vie reléguée au second plan. Dans ce modèle, l'urbanisme n'est plus un outil de projection et d'équilibre, mais une variable d'ajustement, souvent traitée après coup, quand les problèmes, eux, sont déjà bien installés pour devenir ensuite plus complexes et difficiles à résoudre.

La Ville Verte devait être une respiration. Elle risque de devenir une démonstration de plus : au Maroc comme ailleurs, le béton pousse souvent plus vite que les arbres. ▀



Le Maigret **du CANARD**



transforment les rues en parcours du combattant, l'ajout de ce trafic relève presque de la pagaille urbaine.

La forêt de Bouskoura, laissée depuis longtemps à l'abandon, n'est plus seule à faire de l'ombre: les enseignes lumineuses s'en chargent très bien. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Désormais, les vendeurs de bagnoles cohabitent avec les centres commerciaux et les malls, surgissant comme des champignons après une pluie... de permis de construire. Une prolifération qui donne à la zone des airs de patchwork urbain, où villas haut de gamme côtoient parkings saturés et flux de circulation anarchiques.

Le plus ironique, c'est que la Ville Verte est une ville récente. Une page blanche. Une occasion rare de concevoir un espace urbain équilibré, fluide, pensé pour les habitants. Une opportunité de faire mieux que les erreurs des grandes villes historiques.

Mais au lieu de cela, on assiste à un développement en patchwork. Les projets s'empilent sans réelle coordination, comme si chaque décision était prise indépendamment de la précédente. Résidences d'un côté, concessions de l'autre, centres commerciaux en renfort... ▸

Finale Maroc-Sénégal

Le La justice tranche, Dakar s'indigne

La Cour d'appel de Rabat a confirmé la condamnation de 18 supporters sénégalais à des peines de prison ferme allant de trois mois à un an pour les violences commises lors de la finale de la Coupe d'Afrique des Nations, selon l'AFP. Un verdict qui a aussitôt suscité colère et indignation à Dakar, où de nombreuses voix dénoncent la sévérité des peines. Dans le détail, neuf accusés ont été condamnés à un an de prison assorti d'une amende de 5 000 dirhams, six autres à six mois et 2 000 dirhams d'amende, tandis que trois prévenus ont écopé de trois mois de prison et 1 000 dirhams d'amende. Un Franco-Algérien, présenté comme l'un des instigateurs, a également été condamné à trois mois de prison et à 1 000 dirhams d'amende. Les personnes condamnées à trois mois pourraient être libérées dès samedi prochain. Le jugement reste toutefois en deçà des réquisitions du parquet, qui avait requis jusqu'à deux ans de réclusion. Les faits reprochés sont lourds : tentative d'envahissement de la pelouse, actes de vandalisme, dégradations d'équipements sportifs et agressions contre les forces de l'ordre. Des scènes qui ont perturbé le bon déroulement de la finale Maroc-Sénégal et qui ont été largement relayées sur les réseaux sociaux, constituant des preuves jugées accablantes par le tribunal. La justice devait passer face à ces actes de hooliganisme ayant porté atteinte à l'ordre public et à l'image de la compétition. La défense, confrontée à des images considérées comme irréfutables, n'a disposé que de peu de marges de manœuvre. Les arguments avancés, notamment celui d'un simple mouvement de foule, n'ont pas convaincu la Cour, qui a estimé que les violences relevaient du flagrant délit. ▸



Des scènes qui ont perturbé le bon déroulement de la finale et qui ont été largement relayées sur les réseaux sociaux.

**DANS LE SPORT,
LE CORPS ET L'ESPRIT
FONT ÉQUIPE POUR
NOTRE BIEN-ÊTRE**



Le Maigret du CANARD



Moncef Belkhatay

L'ASPIRATEUR À ENTREPRISES

Un supermarché ? Avalé. Une chaîne de café ? Gobé. Un média ? Ingurgité. Un magasin de bricolage ? Déglutition express. Moncef Belkhatay ne construit pas un groupe : il passe l'aspirateur sur tout ce qui dépasse. Reste à savoir si un jour, le tuyau finira par se boucher.

LAILA LAMRANI

Certains collectionnent les timbres. D'autres, les montres de luxe ou les voitures de sport. Et puis il y a Moncef Belkhatay, alias « Khoukoum Moncef » pour les intimes au temps des élections, qui a trouvé une passion bien plus dévorante : racheter tout ce qui bouge, tout ce qui dépasse. Succursales, supermarchés, bricolage, logistique, médias, coffee shops... À ce rythme, il ne manque plus qu'une OPA sur la météo nationale pour que le portefeuille soit complet. « Aujourd'hui soleil sur Casablanca, après la pub : rachat des nuages par H&S. »

Stratégie industrielle ou fringale chronique ?

Officiellement, tout est nickel. Le patron du groupe H&S parle de « business units », de « synergies », de « chaîne de valeur intégrée » – un vocabulaire si propre qu'on le servirait volontiers en salade. Dans les faits, cela ressemble à une partie de Monopoly grandeur nature, où le joueur refuse de passer son tour. Dernier coup en date : le rachat de Dahab Coffee et ses cent points de vente, histoire d'arroser le pôle retail. Avant cela, Mr Bricolage Maroc est passé dans l'escarcelle. Et en toile de fond, des ambitions dans la grande distribution (Franprix, Monoprix) avec un objectif de plus de deux cents magasins. À ce stade, ce n'est plus de la diversification. C'est une collection. Une collectionniste aiguë.

Le syndrome du « pourquoi pas ? »

Une chaîne de café ? Pourquoi pas. Du bricolage ? Pourquoi pas. De la logistique, de la fintech, des médias, de l'immobilier ? Pourquoi pas, tant qu'on y est. Le problème n'est pas la variété – elle a du charme – c'est le rythme d'un sprinteur qui ferait un malaise. Pendant que d'autres entrepreneurs prennent le temps de digérer une acquisition, Belkhatay enchaîne : levées de fonds, objectif de dix milliards de dirhams de chiffre d'affaires, six introductions en bourse



dans le viseur. On n'est plus dans la croissance. On est dans la boulimie d'affaires, avec supplément frénésie.

Groupe structuré ou bazar intelligent ?

Sur le papier, tout s'imbrique comme un Lego bien né : distribution, logistique, retail, médias... une belle machine intégrée, huilée, pensée pour contrôler toute la chaîne. Vu de l'extérieur, pourtant, l'image ressemble parfois à un bazar où l'on vendrait du café à côté de visseuses et de tapis, des magazines à côté de tournevis. Un coffee shop ici, un magasin de bricolage là, une plateforme logistique ailleurs... À force d'assembler des pièces, une question s'impose d'emblée : assiste-t-on à une vision industrielle ou à une accumulation opportuniste ? Il faut dire que le terrain s'y prête : un marché national en pleine mutation, des secteurs fragmentés comme du

papier mâché, des opportunités partout, et une consommation qui croît. Dans ce décor, Belkhatay avance en joueur offensif : il identifie, rachète, intègre – et passe au coup suivant, ce fameux « Hamza » qui semble être la version économique du « encore ! ». Un peu comme si le mot « non » avait pris une retraite anticipée.

Entre admiration et perplexité

Forcément, ça intrigue. D'un côté, une ambition rare, une capacité d'exécution qui claque, une volonté affichée de bâtir un champion national. De l'autre, un rythme effréné, une diversification tous azimuts et un léger parfum de fuite en avant. Bilan : un capitalisme version buffet à volonté, où l'on remplit son assiette sans trop savoir si l'estomac suivra.



Le Maigret du CANARD



Mais d'où viennent tous ces fonds ?

Au fond, une question flotte dans l'air, insistante, presque impertinente: avec quoi paie-t-on tout ça? Car racheter des enseignes à la chaîne, déployer des réseaux, investir dans des secteurs qui ne se ressemblent même pas... cela suppose des moyens considérables. Très considérables. Officiellement, tout est carré : levées de fonds, partenaires financiers, recours au marché. Le discours est rodé, les slides PowerPoint sont impeccables, et la mécanique semble bien huilée. Mais pour l'observateur un brin cynique, un mystère persiste. Non pas sur la légalité – on ne sous-entend rien, merci – mais sur la vitesse et l'ampleur des ressources mobilisées. Une accélération permanente qui donne le sentiment que la machine avance plus vite que les explications.

Dans un écosystème où beaucoup d'entrepreneurs peinent à financer un seul projet, voir un acteur multiplier les acquisitions à ce rythme suscite forcément des interrogations. Alors oui, le capitalisme moderne fonctionne à crédit, à levier, à partenariat. Mais ici, la cadence interroge autant qu'elle fascine. Au fond, ce n'est pas tant l'argent qui surprend... c'est la quantité, la rapidité... et cet appétit de compétiteur affamé.

Conclusion : empire ou indigestion ?

Moncef Belkhatat incarne peut-être une nouvelle génération d'hommes d'affaires marocains : décomplexés, rapides, agressifs... et parfois insatiables. Reste à savoir si cette stratégie finira en empire structuré ou en crise de foie économique. Car à force de vouloir tout racheter, une question persiste, plus gênante qu'un vertige après un buffet trop copieux : et si, à la fin, le vrai défi n'était pas d'acheter... mais de digérer?

Mais d'où viennent tous ces fonds ?

À ce stade, une question commence à flotter dans l'air, insistante, presque impertinente : mais d'où proviennent tous ces fonds ?

Car racheter des enseignes à la chaîne, déployer des réseaux, investir simultanément dans plusieurs secteurs... cela suppose des moyens considérables. Très considérables.

Officiellement, tout est carré : levées de fonds, partenaires financiers, structuration en pôles, recours au marché. Le discours est rodé, les slides sont propres, et la mécanique semble bien huilée. Mais pour l'observateur averti, une forme de mystère persiste. Non pas forcément sur la légalité — encore heureux — mais sur la vitesse et l'ampleur des ressources mobilisées. Une sorte d'accélération permanente qui donne le sentiment que la machine avance plus vite que les explications.

Dans un écosystème où beaucoup d'entrepreneurs peinent à financer un seul projet, voir un acteur multiplier les acquisitions à un tel rythme ne peut que susciter curiosité... et interrogations.

Alors oui, le capitalisme moderne fonctionne à crédit, à levier, à partenariat. Mais ici, la cadence interroge autant qu'elle fascine.

Au fond, ce n'est pas tant l'argent qui surprend... c'est la quantité, la rapidité... et l'appétit. ▀

Géopolitique

Fin de règne pour le "faites ce qu'on vous dit"!

AHMED ZOUBAÏR

La phrase de JD Vance, lâchée dimanche 12 avril à l'issue des discussions d'Islamabad avec Téhéran - "l'Iran a refusé d'accepter les conditions américaines" - a des allures de banalité diplomatique. Elle est en réalité tout sauf anodine. Elle révèle un changement et un basculement majeur. Car historiquement, les États-Unis ne "proposent" pas vraiment : ils fixent le cadre, définissent les lignes rouges... et attendent

que les autres s'y conforment. Des Accords de Camp David à l'après-Guerre froide..., la diplomatie américaine s'est souvent appuyée sur un rapport de force assumé, où la négociation ressemble davantage à une formalité qu'à un véritable bras de fer. Mais face à l'Iran, ce logiciel semble boguer. Et la déclaration de Vance sonne presque comme un aveu de faiblesse : pour une fois, Washington n'obtient pas ce qu'il exige. Trump qui n'accepte qu'un Iran qui capitule doit réviser ses calculs et sa marge est dans le cas d'espèce très réduite...



JD Vance revient bredouille à Washington.

Pourquoi ce changement ? Parce que le rapport de force a évolué

L'Iran n'est ni isolé comme hier, ni militairement affaibli. Le régime des mollahs s'appuie sur une stratégie de long terme : résilience économique, réseaux régionaux, capacité de nuisance indirecte. En clair, Téhéran tient au fond moins à gagner sur le plan diplomatique qu'à rendre toute victoire américaine trop coûteuse. Résultat : les États-Unis se retrouvent face à un interlocuteur qui ne plie pas, qui absorbe les chocs et les pressions et qui, surtout, refuse de négocier en position de faiblesse. Une situation presque inédite pour une puissance habituée à dicter le tempo. La séquence d'Islamabad met aussi une autre réalité : la fin progressive d'un monde unipolaire. Là où Washington pouvait autrefois imposer ses conditions, voire son diktat sans véritable contestation, il doit désormais composer, convaincre... et même reculer. Et pour une superpuissance, apprendre à négocier, c'est déjà accepter de ne plus tout contrôler. Au fond, la phrase de Vance dit plus qu'elle ne paraît : elle ne décrit pas seulement un refus iranien; elle acte une certaine limite américaine. Et dans le langage aseptisé de la diplomatie, c'est presque une révolution. ▀





Le Maigret **du CANARD**



Loubna Tricha **Masterclass en enfumage administratif**

Face aux critiques qui commencent à prendre de l'ampleur, la direction générale de l'OFPPT dégage son narratif préféré: celui d'une "transformation" censée tout expliquer, tout justifier, et surtout ne rien assumer. Décryptage.

AHMED ZOUBAÏR

Face aux accusations de la FNFPU-UMT, qui dénonce une vague de sanctions et de mutations dignes d'une série sud-coréenne, la direction générale de l'OFPPT a daigné sortir de son mutisme. Et quel argument sort-elle de son chapeau magique ? La « transformation globale entamée en 2018 ». Parce qu'évidemment, quand on transforme tout, on peut tout se permettre. Même l'absurde.

Dans son communiqué aussi convaincant qu'un paratonnerre en chocolat, la direction générale nous ressort le grand classique du management 2.0 : la « transforma-

tion stratégique ». Un terme fourre-tout qui, à force d'être promené dans tous les couloirs, finit par justifier un licenciement, une mutation punitive ou une suspension.

Licenciements ? Non, non, « ajustements ». Suspensions ? De simples « mesures disciplinaires », mon bon monsieur. Mutations vengeances ? Que nenni, « réorientation des priorités ». Le tout enrobé dans une langue technocratique où l'on parle « feuille de route », « vision fédératrice » et « phase de consolidation ». On en pleurerait... de rire.

Selon Loubna Tricha, quatre cadres auraient été remerciés pour « insuffisance de



performance », quelques départs à la retraite auraient « fluidifié l'organigramme »,

et le reste relèverait d'une noble quête d'excellence. Rideau, applaudissements,

tout le monde rentre chez soi. Sauf que... La face B du management selon OFPPT :

Piratage de données à l'OFPPPT **Quand le numérique fuit le désordre ambiant**

Une publication récente sur un forum spécialisé a fait l'effet d'une petite bombe dans le petit monde déjà bien secoué de l'OFPPPT. On y annonçait, mine de rien, la mise en circulation d'une base de données attribuée à l'Office. Rien que ça. Un léger frisson a parcouru l'établissement – frisson qui, vu le contexte, aurait tout aussi bien pu être une crampe nerveuse causée par les derniers délires de la direction générale.

Car disons-le tout de go : cette affaire ne pouvait pas mieux tomber pour un office que les décisions arbitraires de sa directrice générale ont déjà transformé en champ de ruines managériales. Après les suspensions express, les mutations punitives à Errachidia et les convocations devant le conseil de discipline pour refus de livrer son téléphone personnel, il ne manquait plus qu'une bonne fuite de données pour parfaire le tableau. C'est désormais chose faite. Merci qui ? Merci le chaos.

Ladirection générale a confirmé l'existence d'un incident ayant touché une base d'environ 100.000 « prospects ». Un joli mot pour désigner des gens qui, sans le savoir, ont probablement envoyé leur CV vers un trou noir numérique. Pour le reste, on sert le grand classique maison: « Nous vérifions encore l'étendue exacte des dégâts. » Une formule rassurante... à condition de ne pas s'arrêter sur le mot « dégâts », qui n'a rien d'un terme technique rassurant. Selon Loubna Tricha, décidément très occupée ces derniers temps entre les narratifs maison et les enquêtes, les investigations se poursuivent. On cherche à savoir si d'autres catégories de données ont pris la poudre d'escampette : stagiaires, diplômés, ressources humaines... Bref, tout ce qui, de près ou de loin, possède une trace numérique. On explore même la possibilité que des informations un peu plus sensibles – diplômes, notes, salaires – aient voulu, elles aussi, prendre l'air. Après tout, vu l'ambiance à l'intérieur de l'Office, on les comprend presque.

Sur les forums, les rumeurs enflent. On parle désormais d'une base de plus de 400.000 enregistrements, avec un extrait d'environ 100.000 lignes déjà en circulation. Quant au reste, il serait « en vente libre », comme une brocante numérique où personne ne connaît vraiment le stock, ni le propriétaire. À ce rythme, bientôt, les données de l'OFPPPT seront plus accessibles que les horaires d'ouverture des guichets. L'Office, prudent comme un funambule ivre, rappelle qu'il continue de vérifier l'authenticité des données. Une démarche méthodique, certes, mais qui donne parfois l'impression que les fichiers, eux, ont déjà terminé leur audit et sont partis sans prévenir. Pendant que la direction vérifie, les données, elles, voyagent. C'est ce qu'on appelle un décalage de rythme.

Pourtant, sur le papier, tout semblait sous contrôle. Des alertes auraient été remontées concernant des vulnérabilités. Des échanges auraient eu lieu avec la CNDP Maroc. Et un ambitieux projet de sécurisation des données, incluant des solutions de type Data Loss Prevention, avait même été envisagé. Budget annoncé ? Plus de 300 millions de dirhams. Ambition affichée ? Verrouiller les systèmes. Résultat provisoire ? Les données ont pris les devants, sans prévenir personne. Comme certains cadres récemment mutés, finalement.

Le projet, encore en phase de déploiement progressif, pourrait désormais être « accéléré », selon les termes prudents de l'institution. En clair: on va courir après la sécurité... après que les chevaux se sont échappés. Une stratégie qui rappelle furieusement la gestion des ressources humaines : on réagit après la crise, jamais avant.

Reste une question que personne ne pose officiellement mais que tout le monde comprend implicitement : dans ce grand chantier numérique, ce sont les données qui ont été les plus rapides... et la communication de crise, la grande absente. Entre une directrice générale qui fonctionne à l'humeur du moment et des fichiers qui filent à l'anglaise, l'OFPPPT semble avoir trouvé son nouveau rythme de croisière : l'improvisation permanente. Moralité : quand l'arbitraire prend le dessus, même les données finissent par prendre la fuite. Et franchement, qui pourrait leur en vouloir ?



Le Maigret du CANARD



quand la réalité dépasse la telenovela. Contrairement aux élucubrations autojustificatrices de la patronne, la plupart des « réformes » en cours relèvent davantage d'une revanche personnelle que d'un quelconque génie managérial. Petit florilège, sans prétention d'exhaustivité, de ce beau chaos.

Première affaire : une responsable administrative est convoquée devant un conseil de discipline, traînée comme une criminelle. La police s'en mêle. Motif ? Elle a refusé de donner son téléphone personnel à la directrice générale, qui n'a manifestement jamais entendu parler de ce truc bizarre qu'on appelle la vie privée. Ça s'appelle du management ? Non, du voyeurisme administratif.

Deuxième scène, digne d'une telenovela vénézuélienne : un employé, proche du cabinet, est viré pour avoir eu l'audace d'appeler un médecin quand sa boss a fait une crise d'hystérie lors d'une visite à Fès. Gifles, vêtements déchirés, insultes en tout genre – le grand chelem de l'autoflagellation, raconté en exclusivité par Le Canard, sans démenti. Nous ne sommes plus dans une institution publique, mais dans un club des cerveaux en roue libre. Le comble ? L'incident serait né d'un simple malentendu logistique. Résultat : une responsable mutée, un directeur régional rétrogradé en formateur à Errachidia. Promotion version kafkaïenne.

Le plus croustillant c'est que cette crise d'hystérie qui en dit long sur son état serait partie du fait qu'elle n'a pas trouvé le directeur régional dans son bureau... alors qu'elle était avec lui à l'hôtel, et que c'est elle-même qui lui avait fixé rendez-vous. Arrivée trop tôt, elle explose.

La pauvre chef de logistique lui ouvre gentiment un bureau pour qu'elle se repose ? Insultée. Et pour la remercier, elle se fait muter, tout comme le directeur régional... à Errachidia, comme « formateurs ». Magnifique sens de la promotion. Troisième acte : la directrice par intérim des systèmes d'information est révoquée, traînée devant le conseil disciplinaire, suspendue. Son crime ? Avoir refusé d'obéir aux instructions de la directrice générale. Aucune preuve de faute, juste un petit caprice d'autorité. Ça s'appelle gérer ? On appelle ça plutôt sévir. Quatrième fait, plus sombre: le directeur des achats et de la logistique, actuellement en arrêt maladie, fait des malaises à répétition à cause des traitements subis. Un autre cadre de sa direction a tenté de se suicider, certificat médical de psychiatre à l'appui. Mais tout va bien, bien sûr. Le directeur de la Recherche et celui de l'Afrique? Suspendus pour « mauvaise gestion » d'un dossier avec la Mauritanie. Mais rassurez-vous, tout cela s'inscrit probablement dans une « phase de consolidation ».

À cela s'ajoute une série de décisions prises au gré de l'humeur du moment : mutations incompréhensibles, sanctions improvisées, carrières bouleversées, familles angoissées. Exemple parmi d'autres : un directeur régional déplacé pour avoir participé à une réunion en l'absence de sa hiérarchie. Crime de lèse-majesté, sans doute. Exemple : le directeur régional de Casablanca est muté à Goulmima sans raison valable, sinon d'avoir participé à une réunion avec le ministre de tutelle pendant que sa supérieure était en congé. La punition? Mutation lui et sa collègue à Ibn Ahmed, comme « orientatrice ». Bref, les cadres commencent à flipper sévère. Le risque d'effondrement interne n'est plus une hypothèse, c'est une certitude. Décisions arbitraires, humeurs variables, injures graves... On n'est plus dans le management, on est dans la tyrannie de bas étage. Ces messieurs-dames en appellent à une intervention au plus haut sommet de l'État. Parce que le ministre de tutelle n'a aucune autorité sur elle – sa nomination ne relevant pas du gouvernement. Et le dernier rapport de la Cour des comptes a déjà pointé plusieurs insuffisances et dysfonctionnements. dans ses rapports. Coïncidence, évidemment. Le narratif de la direction générale, où elle se présente en chevalier blanc luttant contre les dérives, relève d'un exercice de désinformation dont l'objectif est détourner l'attention pour mieux redéfinir la réalité. La réalité, moins glamour, est la suivante : elle a passé des années loin de la gestion effective, préférant résider à l'Institut national du cheval à Rabat, vaquant à ses loisirs et à sa petite vie douillette, entourée d'une cour de flatteurs intéressés qui lui ont fait croire que tout roulait. Mais il est toujours plus facile de chercher des boucs émissaires que de se regarder dans un miroir. ▀

Mohamed Ziane Peine aggravée en appel, sa belle-sœur Malika Guedira implore la grâce royale

RACHID OUAHBI

L'ancien bâtonnier et ex-ministre des droits de l'Homme Mohamed Ziane, âgé de 84 ans, n'a pas connu de répit judiciaire. À l'issue de son deuxième procès d'appel, sa peine a été alourdie : il écope désormais de 5 ans de prison ferme pour détournement du soutien public destiné au parti libéral marocain lors de la campagne électorale de 2015. Son avocat, joint par l'AFP,



Malika Guedira.

a fermement nié les faits, plaidant qu'il n'y a eu ni détournement ni dilapidation de fonds publics. Rappel des faits : Ziane avait d'abord été condamné à 3 ans de prison. Il s'était pourvu en cassation, et la Cour de cassation avait annulé ce jugement le 17 décembre 2025 pour vice de forme, renvoyant l'affaire devant la Cour d'appel de Rabat. Celle-ci a finalement rétabli la peine initiale de première instance: 5 ans ferme. L'octogénaire a d'ailleurs déjà purgé trois ans de prison dans une autre affaire : il avait été condamné en 2022 pour outrage à des fonctionnaires publics et à la justice, à la suite d'une plainte du ministère de l'Intérieur. Sa famille, qui espère sa libération, n'a pas perdu espoir. C'est dans ce contexte qu'une voix inattendue s'est élevée. Dans une vidéo qui a fait le tour des réseaux sociaux, Malika Guedira, 75 ans, belle-sœur de Mohamed Ziane, a imploré la grâce royale en faveur de celui qu'elle considère comme un frère. Fille de feu Ahmed Reda Guedira, ancien conseiller du roi Hassan II, elle est restée jusqu'ici d'une discrétion absolue, n'ayant jamais pris la parole publiquement sur aucun sujet. Cette apparition constitue donc une première aussi remarquable qu'émouvante.

Son appel, sobre et solennel, sera-t-il entendu ? ▀



Can'Art et CULTURE



Le SIEL 2026 met la France à l'honneur

Deux jours de fête du livre à Rabat

Du 1er au 10 mai 2026, Rabat deviendra la capitale des mots. Pour sa 31e édition, le Salon International de l'Édition et du Livre (SIEL) invite la France comme hôte d'honneur.

SALIHA TOUMI

Pendant dix jours, auteurs, artistes et publics se retrouveront autour d'une programmation foisonnante, pensée comme une grande invitation à lire, créer et partager. Cette édition revêt une dimension particulière. Après que le Maroc a été invité d'honneur du Festival du Livre de Paris en 2025, c'est au tour de la France d'être distinguée à Rabat. Une ville qui, a également été désignée Capitale mondiale du livre par l'UNESCO

pour 2026-2027. De quoi donner des étoiles aux yeux des amoureux de la lecture.

Un pavillon France très animé

Au cœur du salon, le pavillon France – coordonné par l'Institut français du Maroc – se veut un espace vivant et ouvert à tous. Plus de 120 événements y seront proposés : rencontres avec des auteurs, séances de dédicaces, conférences, lectures, mais aussi quiz, ateliers et jeux pour s'approprier le livre de manière ludique. Côté professionnels, éditeurs, auteurs et experts français et marocains échangeront sur les grands enjeux contemporains du livre et de la lecture.

Des plumes prestigieuses au rendez-vous

Le SIEL 2026 réunira de **grands noms** de la littérature française. On notera la présence d'Annie Ernaux, prix Nobel de littérature 2022, de Morgane Moncomble, véritable phénomène de la New Romance, et de Timothée de Fombelle, figure incontournable de la litté-



Le SIEL 2026 réunira de grands noms de la littérature française.

rature jeunesse. Une quinzaine d'autres auteurs les accompagneront pour aller à la rencontre du public marocain. Des tournées à travers le Maroc permettront de prolonger ces rencontres au plus près des lecteurs, faisant vivre la littérature dans différents territoires du royaume.

Des temps forts à ne pas manquer

Parmi les moments attendus : la proclamation du Choix Goncourt du Maroc, la participation au Festival du premier roman de Chambéry, ainsi que la révélation du lauréat du concours de bande dessinée organisé par l'Institut français du Maroc. L'objectif ? Faire dialoguer les scènes littéraires française et marocaine en favorisant les échanges entre auteurs, éditeurs, traducteurs et lecteurs.

Le SIEL investit la ville

Car le salon ne se vit pas seulement entre les murs du Palais des expositions. La programmation « hors les murs » déploiera la fête du livre dans toute la ville de Rabat. Au programme : des projections de films avec le cycle « Les Lumières du SIEL », en présence de réalisateurs reconnus comme le célèbre maître de l'animation Michel Ocelot. Des concerts et performances d'artistes marocains et français de la scène contemporaine viendront rythmer ces journées, tout comme deux expositions à ne pas manquer.

Pensé comme un véritable prolongement du salon, ce volet « hors les murs » invite habitants et visiteurs à vivre le SIEL dans chaque coin de la ville. Une belle façon de rappeler que la littérature, décidément, n'a pas de frontières. ▶

« Traces sur Rivages » Dix ans de création marocaine aux quatre coins du monde

À l'occasion de son 10^e anniversaire, l'Espace Rivages organise l'exposition collective « Traces sur Rivages – Deuxième partie », mettant à l'honneur des œuvres issues de la collection de la Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger. Cette exposition qui a démarré le 26 mars et se poursuit jusqu'au 25 avril 2026 et propose une immersion artistique autour des regards et des mémoires liés à l'ailleurs.

Créé en 2016, l'Espace Rivages s'est donné pour mission d'offrir aux artistes marocains établis à l'étranger un véritable écrin de visibilité et de reconnaissance. À travers ses programmations, il valorise leurs contributions tout en tissant des liens durables entre le Maroc et sa scène artistique diasporique.

Cette exposition met à l'honneur une sélection d'œuvres issues de la collection de la Fondation Hassan II pour les Maro-



À travers « Traces sur Rivages », le public découvre des œuvres qui reflètent la pluralité des regards.

cains Résidant à l'Étranger, réunissant une soixantaine d'artistes ayant exposé à l'Espace Rivages au cours de la dernière

décennie. Installés aux quatre coins du monde — de la France aux États-Unis, en passant par l'Allemagne, la Belgique, les

Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne, la Russie ou encore les Émirats arabes unis et le Qatar —, ces créateurs incarnent la richesse et la diversité de la diaspora artistique marocaine. On y retrouve aussi bien des figures confirmées que de jeunes talents porteurs de nouvelles écritures contemporaines.

À travers « Traces sur Rivages », le public découvre des œuvres qui reflètent la pluralité des regards, la diversité des parcours et la vitalité des démarches artistiques. L'exposition célèbre ainsi une création en mouvement, nourrie par l'exil, les influences croisées et les expériences multiples.

Par cette initiative, la Fondation ambitionne de mieux faire connaître cette scène artistique singulière, qui constitue aujourd'hui une composante essentielle du rayonnement culturel du Maroc à l'international. ▶



Le Maigret du CANARD



Adouls en colère Bras de fer ouvert autour d'une réforme controversée

Les adouls ont organisé, ce lundi 13 avril à Rabat, une importante manifestation devant le siège du Parlement afin de protester contre le projet de loi encadrant leur profession.

Selon Mohamed Tagi, cette mobilisation, organisée à l'appel de l'Instance nationale des adouls au Maroc, vise principalement le projet de loi n°16.22. Il estime que ce texte "prive la profession de l'ensemble de ses avantages et de ses prérogatives" et qu'il en "réduit considérablement le périmètre et le rôle".

Les contestataires dénoncent un texte qui instaure une remise en cause profonde du métier, qui va l'encontre des intérêts des adouls.

Par ailleurs, l'Instance nationale des adouls a annoncé une suspension totale des services professionnels à par-



Les contestataires dénoncent un texte qui instaure une remise en cause profonde du métier, qui va l'encontre des intérêts des adouls.

tir du lundi 13 avril, en signe de protestation contre, selon elle, le manque de prise en compte de ses revendica-

tions par le gouvernement concernant la réforme en cours. Le bureau exécutif rappelle que cette décision s'inscrit

dans une série de mouvements de contestation, notamment une précédente suspension des services entre le 18 février et le 5 avril, période marquée par une manifestation devant le siège du gouvernement.

L'Instance a également annoncé la tenue d'un rassemblement devant le Parlement, appelant les conseils régionaux à expliquer les raisons de cette escalade à l'opinion publique. Elle tient par ailleurs le gouvernement responsable des perturbations que pourrait connaître le service de documentation pour les citoyens.

Enfin, l'organisation indique avoir sollicité l'ouverture d'un dialogue avec le chef du gouvernement afin d'examiner le projet de loi n°16.22 et de parvenir à un compromis sur l'avenir de la profession. En vain pour le moment. ▀

IRAN LA BOMBE OU LA MORT

ABDELLAH CHANKOU

La guerre qui lui a été imposée par le couple américano-israélien a fait opérer au régime iranien un tournant stratégique majeur : ce qui relevait autrefois d'une posture ambiguë –jouer avec le seuil nucléaire sans le franchir officiellement – tend désormais vers une

logique de dissuasion assumée. Dans un contexte marqué par des bombardements de ses infrastructures stratégiques et l'élimination de figures clés de l'appareil politico-sécuritaire, le pouvoir iranien a fini par se rendre à l'évidence : dans un environnement régional ultra-hostile, seule la capacité de riposte ultime garantit réellement la protection du pays et la survie du régime. Ce basculement est aussi psychologique que militaire. Pour le guide assassiné le 28 février par les Américains Ali Khamenei, qui était hostile à l'arme nucléaire au nom de principes religieux et stratégiques, la doctrine était claire : rester au seuil pour éviter l'isolement total tout en conservant un levier de pression. Mais l'agression militaire subie par l'Iran pendant 40 jours a fragilisé cette ligne. À Téhéran, l'idée gagne du terrain que la retenue n'a pas protégé le pays, bien au contraire. Dès lors, poursuivre l'enrichissement de l'uranium, que Donald Trump refuse de manière catégorique, va au-delà d'un simple outil de négociation pour se transformer en assurance-vie face à ce qui est fortement perçu comme une menace existentielle. La menace de Donald Trump de faire disparaître la civilisation iranienne valide l'idée que sans capacité de riposte forte et crédible, le pays resterait exposé à des pressions extrêmes, voire à une intervention militaire directe. Autrement dit, le discours de Trump, qu'il

soit tactique ou impulsif, a produit l'effet inverse de celui recherché : au lieu de contraindre l'Iran à reculer, il a contribué à durcir sa position. En filigrane, c'est la rivalité avec le colonisateur israélien qui structure cette évolution. Ce dernier, puissance nucléaire non déclarée, principal facteur de tension et de destruction humaine et infrastructurelle au Moyen-Orient, conserve une supériorité militaire écrasante dans la région qui lui permet de donner corps

à ses visées expansionnistes au nom du "Grand Israël". Pour les stratèges iraniens, renoncer dans ces conditions aux programmes nucléaire et balistique reviendrait à accepter un déséquilibre irréversible, voire une forme de vulnérabilité stratégique comparable à celle des États du Golfe: prospères, certes, mais dépendants de parapluies sécuritaires étrangers. Or, cette perspective est inacceptable pour un régime qui ne fait pas confiance ni à Israël de Netanyahu ni aux États-Unis de Trump. Accepter de devenir un acteur sans capacité de dissuasion autonome équivaldrait à une capitulation idéologique autant que militaire. L'arme nucléaire, dans cette grille de lecture, n'est pas un luxe ni un symbole de puissance, mais un outil de survie dans un jeu régional où les règles sont dictées par la force. Le virage iranien



À Téhéran, l'idée gagne du terrain que la retenue n'a pas protégé le pays, bien au contraire.

s'apparente à une rupture doctrinale implicite. Il y a de quoi regretter aujourd'hui la prudence de Khamenei devant ce glissement interne vers des positions plus dures, où la logique de sanctuarisation du régime prime désormais sur toute autre considération qui priverait le pays de capacité de défense. En somme, Téhéran est arrivé à une conclusion imparable : dans un Moyen-Orient dangereux et instable, mieux vaut être craint que vulnérable, quitte à franchir une ligne rouge que le régime des mollahs s'était longtemps imposée. Le Moyen-Orient est très mal parti. ▀



Le Maigret du CANARD



Blocus américain d'Ormuz

UN BLOCUS QUI NE BLOQUE RIEN ?

LAILA LAMRANI

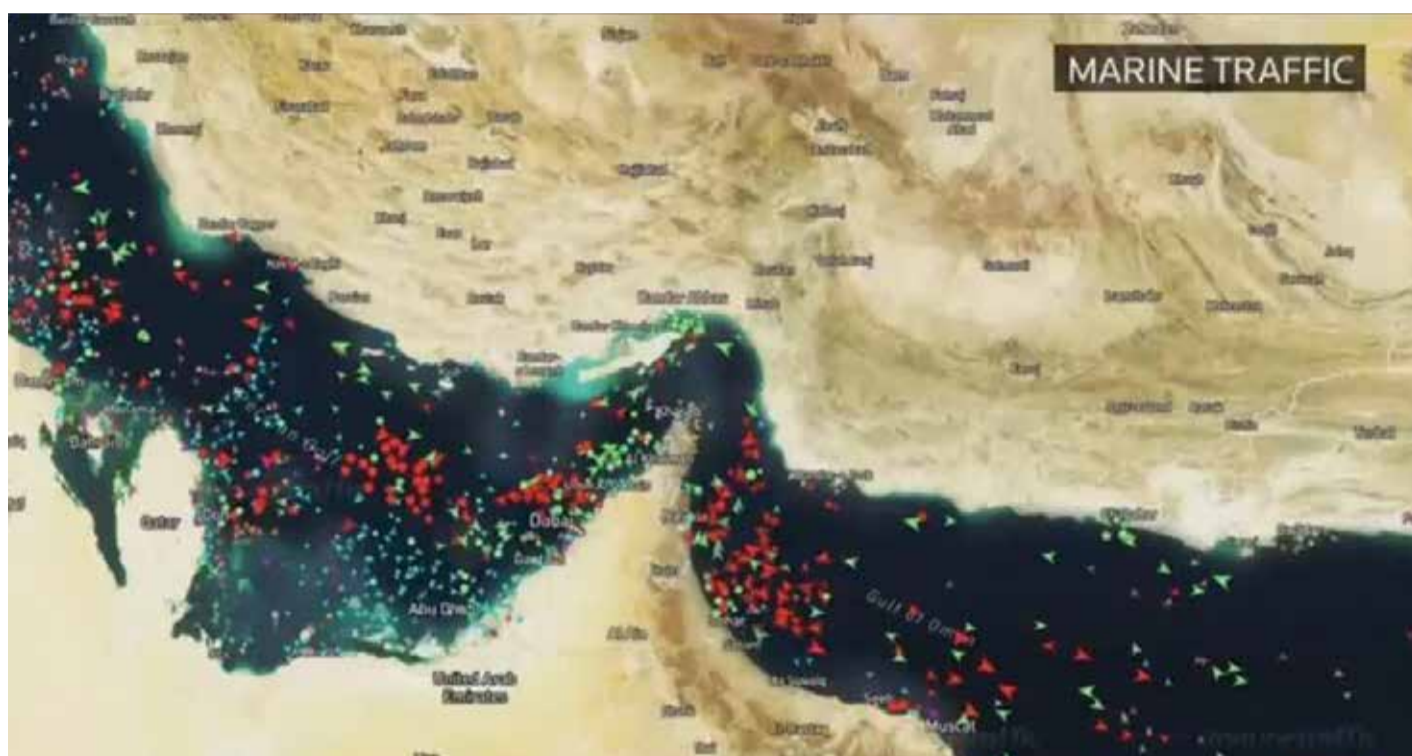
Les États-Unis ont franchi un nouveau cap dans l'escalade régionale en annonçant un blocus des ports iraniens dans le détroit d'Ormuz, une zone cruciale pour le commerce énergétique mondial. Une décision intervenue au lendemain de l'échec des négociations entre Washington et Téhéran, le 12 avril.

Toutefois, les modalités concrètes de cette opération restent floues. Ni la Maison Blanche ni l'armée américaine n'ont détaillé les moyens déployés pour assurer le contrôle effectif de ces installations portuaires.

Depuis près d'un mois et demi, les autorités iraniennes entravent le passage de nombreux navires dans le détroit, provoquant des perturbations sensibles sur les marchés de l'énergie et, par ricochet, sur l'économie mondiale. Dans ce contexte, le président Donald Trump a décidé d'intervenir directement dans cette zone stratégique.

Au lendemain de l'échec des négociations entre Washington et Téhéran, le 12 avril, la Maison Blanche a annoncé un blocus visant les ports iraniens. Toutefois, les modalités concrètes de cette opération restent floues. Ni la Maison Blanche ni l'armée américaine n'ont détaillé les moyens déployés pour assurer le contrôle effectif de ces installations portuaires.

Selon des analyses relayées par The New York Times, la marine américaine pourrait s'appuyer sur les radars embarqués de ses destroyers pour surveiller les mouvements de navires au départ des ports iraniens. Une telle surveillance nécessiterait néanmoins un déploiement conséquent de bâtiments pour couvrir l'ensemble du littoral iranien, ce qui pose la question de la faisabilité opéra-



tionnelle d'un blocus total. Par ailleurs, les premiers éléments disponibles montrent que ce dispositif n'est pas hermétique : une vingtaine de pétroliers visés par des sanctions américaines ont réussi à franchir le détroit depuis l'entrée en vigueur du blocus, illustrant les limites du contrôle

exercé dans cette zone hautement stratégique. Washington justifie cette initiative par la nécessité de sécuriser les flux maritimes et de contenir les actions iraniennes. De son côté, Téhéran dénonce une mesure hostile et une atteinte à sa souveraineté, dans une région déjà marquée par une forte milita-

risation. Alors que le détroit d'Ormuz concentre à lui seul une part essentielle des exportations mondiales de pétrole, toute perturbation durable de son trafic pourrait avoir des répercussions majeures sur les équilibres énergétiques et économiques à l'échelle globale. ▀

Trump contre tous **Même le pape dans sa ligne de mire**

La diplomatie version Donald Trump continue de faire des étincelles... et des adversaires. Dernier en date : Pape Léon XIV, désormais lui aussi dans le viseur d'un président américain qui semble avoir décidé de se mettre à dos à peu près tout le monde.

Interrogé par des journalistes sur la base militaire d'Andrews, dans le Maryland, Trump n'a pas mâché ses mots : « Je ne suis pas un grand fan du pape Léon. C'est quelqu'un de très libéral, et c'est un homme qui ne croit pas à la lutte contre la criminalité ». Une attaque frontale, dans la pure tradition trumpienne, où la nuance reste en option. La réponse n'a pas tardé, mais le ton a radicalement changé. C'est depuis l'avion qui le conduisait à Alger que le souverain pontife a choisi de répondre — ou plutôt, de prendre de la hauteur. « Je ne suis pas un politicien, je n'ai pas l'intention d'entrer dans un débat avec lui », a-t-il déclaré avec sobriété.

Mais le message, lui, est limpide. Pape Léon XIV a réaffirmé sa ligne : « Je continuerai à m'élever haut et fort contre la guerre, à promouvoir la paix, le dialogue et les relations multilatérales entre les États afin de trouver des solutions justes aux problèmes. »

Deux styles, deux visions, deux mondes. D'un côté, l'affrontement permanent ; de l'autre, l'appel au dialogue. Mais à force de multiplier les sorties fracassantes, Donald Trump semble surtout réussir un exploit rare : fédérer contre lui, du Vatican aux chancelleries, un monde qu'il ne cesse de défier. ▀



Le MIGRATEUR



Visite du pape en Algérie Le grand show « peace and love » a fait boum...

LAILA LAMRANI

Le régime algérien avait pourtant bien préparé son décor. Drapeaux propres, gardes souriants, discours lénifiants sur la tolérance et la fraternité... Tebboune espérait offrir au pape Léon XIV, et surtout au monde entier, l'image d'un pays apaisé, propre sur lui, rangé des voitures piégées. Un Algérie « peace and love »! Sauf que voilà : les kamikazes n'avaient visiblement pas reçu le mémo. Lundi 13 avril, alors que le souverain pontife entame sa visite historique sous haute protection, deux terroristes équipés de ceintures explosives décident de rappeler à tout le monde que l'Algérie profonde n'a rien d'une carte postale océanémique. L'un est neutralisé devant la direction de la sûreté de Blida, l'autre près d'un lieu que personne n'a réussi à localiser – sans doute trop occupé à courir après sa propre bombe. D'après des témoignages recueillis sur place, les assaillants ont déclenché leurs charges explosives à proximité immédiate du bâtiment des services de sécurité.

Les policiers présents auraient réagi rapidement. Les deux terroristes ont été tués sur le coup, tandis qu'un policier aurait été blessé lors de l'intervention. Selon Le Monde, les deux présumés terroristes auraient activé leur ceinture un peu trop tôt, après avoir été repérés par un policier en faction. Panique, bouton appuyé par erreur, et boum ! Le problème n'est pas tant l'attentat lui-même – après tout, ça arrive même aux meilleurs – mais le silence assourdissant qui l'entoure. Les médias algériens ? Muets comme des carpes. Le gouvernement ? Pas un communiqué, pas un mot, pas une phrase pour rassurer. Rien. Comme si ignorer un attentat le ferait disparaître. Une technique de gestion de crise digne d'une autruche sous amphétamines. Pendant ce temps, le pape continue sa visite sous haute sécurité – très haute, même, puisque les terroristes n'ont même pas réussi à s'approcher d'une cible. Mais l'image, elle, est là, ravageuse : l'Algérie, ce pays que le régime anachronique et aux abois voulait présenter comme un havre de paix religieuse et de stabilité à



Les deux terroristes ont été tués sur le coup, tandis qu'un policier aurait été blessé lors de l'intervention.

toute épreuve, voit son décorum voler en éclats – littéralement. La dernière attaque terroriste sur le sol algérien remontait à 2017, à Tiaret. Sept ans de calme relatif, soigneusement entretenus par une communication officielle qui aimait rappeler que « la menace terroriste est définitivement éradiquée ». Mais voilà, l'Histoire a un sens cruel de l'ironie : c'est au moment précis où les projecteurs du monde entier sont braqués sur Alger que deux kamikazes décident de sortir du bois. Coïncidence ? Probablement.

Symbole ? Assurément. Bref, le régime algérien voulait une visite papale sereine, des images de communion interreligieuse et une couverture médiatique élogieuse. Il a eu des explosions, des morts, un black-out médiatique suspect, et la désagréable sensation que ses « preuves de paix » viennent de prendre l'eau. Peace and love? Pas vraiment. Plutôt silence and boum. Moralité : quand on veut vendre de fausses images, mieux vaut s'assurer que les kamikazes n'ont pas réservé la même date. ▶

Cap sur Gaza Une flottille internationale défie à nouveau le blocus sioniste

LAILA LAMRANI

Une quarantaine de bateaux ont quitté Barcelone mercredi 15 avril, mettant le cap sur la bande de Gaza dans une nouvelle tentative de briser le blocus sioniste et d'acheminer de l'aide humanitaire vers un territoire ravagé par les crimes abominables de la bande à Netanyahu. Baptisée Global Sumud Flotilla – « sou-moud » signifiant « persévérance » en arabe –, cette initiative avait initialement prévu de lever l'ancre dimanche, avant d'être retardée par des conditions météorologiques défavorables. Principalement composée de voiliers, la flottille a finalement pris la mer peu après 11h30, selon ses organisateurs. Le convoi doit progressivement s'étoffer : une vingtaine de

bateaux partis de Marseille le 4 avril doivent le rejoindre, tandis que d'autres embarcations sont attendues depuis Syracuse, en Sicile, à partir du 24 avril. Une escale d'une semaine est par ailleurs programmée dans le sud de l'Italie pour une formation à la non-violence, avant de poursuivre la traversée. Au total, des centaines de participants issus de dizaines de pays sont attendus. Cette nouvelle mission s'inscrit dans la continuité d'une précédente expédition menée à l'automne 2025, qui avait suscité une vive attention internationale. La flottille, alors composée d'une cinquantaine de navires, avait été interceptée par le colonisateur israélien au large des côtes égyptiennes et de Gaza début octobre. L'opération, dénoncée comme illégale par ses organisateurs et par Amnesty International,



Cette nouvelle mission s'inscrit dans la continuité d'une précédente expédition menée à l'automne 2025.

avait entraîné l'arrestation puis l'expulsion des membres d'équipage, provoquant une vague de réactions à l'échelle mondiale. Soumise à un blocus inhumain depuis 2007, la bande de Gaza reste au cœur de tensions persistantes. Le colonisateur de

la Palestine et le Hamas s'accusent mutuellement de violations du cessez-le-feu entré en vigueur le 10 octobre 2025, après deux années de guerre déclenchées par l'attaque sans précédent du Hamas le 7 octobre 2023 contre les colonies voisines à Gaza. ▶

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Rachid Ouahbi,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Oublie sa femme lors d'une pause pipi !

Un automobiliste a oublié par mégarde sa femme sur le bord de la route et continué son chemin durant 160 km avant de s'apercevoir qu'elle n'était pas dans le véhicule. Le couple de Thaïlandais est parti le jour de Noël afin de conduire toute la nuit pour se rendre dans sa province natale de Maha Sarakham, rapport le Daily Mail du 3 janvier. Boontom Chaimoon, 55 ans, a arrêté son véhicule au bord de la route pour uriner. Sa femme Amnuay Chaimoon, 49 ans, se serait aventurée plus loin dans la jungle pour soulager sa vessie. Mais quand elle est revenue sur le bord de la route, la voiture de son mari n'y était plus et elle était seule dans le noir. Amnuay Chaimoon n'avait ni argent ni téléphone, elle a donc décidé de marcher dans l'espoir de trouver de l'aide. Elle a dû faire près de 21 km avant de trouver un poste de police, toujours selon le Daily Mail. Elle a supplié la police de l'aider à retrouver son mari, mais elle ne connaissait pas son numéro par cœur et ils n'ont pas pu le localiser. Alors que la police tentait de le joindre, le mari s'est aperçu que sa femme n'était pas dans son véhicule. Il était à 160 km d'où il l'avait vue la dernière fois et il a fait demi-tour pour la retrouver. Boontom Chaimoon croyait que son épouse dormait sur le siège arrière. Le couple est marié depuis 27 ans et a un fils de 26 ans.

Mort-vivant

Sa banque lui apprend qu'il est mort, il doit prouver qu'il vit toujours pour continuer à toucher sa pension de retraite. Marc Souali, un retraité de 63 ans vivant à Blainville-Crevon, en Seine-Maritime (France), doit faire face à un véritable marathon administratif pour prouver qu'il est toujours en vie. Comment prouver que l'on est en vie lorsque l'administration vous croit mort ? C'est l'inextricable situation dans laquelle s'est retrouvé Marc Souali à la mi-décembre. Ce maître d'hôtel à la retraite de 63 ans a reçu un drôle de coup de téléphone de sa banque, lui indiquant qu'elle avait appris son décès. « Ils m'ont longuement interrogé pour établir mon identité avant de me prévenir qu'il fallait que je régularise au plus vite la situation auprès de la caisse de retraite, au risque de ne plus la percevoir. Le plus grand risque : que les prestations soient interrompues car les remettre en route prend énormément de temps. » explique-t-il. Marc Souali croit d'abord à « une plaisanterie ». « On met ça sur le compte d'une erreur et on espère qu'il n'y aura pas de conséquence ». « La Carsat m'a demandé de fournir une lettre sur l'honneur et une attestation de vie délivrée par la mairie de mon lieu de résidence pour rectifier les faits, poursuit le retraité. Le plus étonnant, c'est que la mairie avait reçu la même lettre signalant mon décès et s'apprêtait à téléphoner à mon épouse. » La Carsat a indiqué que ce type d'erreur était « très rare ? ». « Il peut s'agir d'une homonymie ou d'un simple chiffre mal frappé dans un numéro de sécurité sociale, mais les procédures de vérification sont fortes », a-t-elle ajouté.

Fête gâchée pour un morse

La ville de Scarborough, dans le nord-est de l'Angleterre, a annulé son spectacle pyrotechnique sur les conseils d'associations de protection animale. Le morse Thor, vu à plusieurs reprises dans le port de Dieppe en Seine-Maritime, s'y trouvait au moment du Nouvel an. Il est arrivé vendredi 30 décembre. Thor, un morse, vient régulièrement se reposer au port de Scarborough, dans le nord-est de l'Angleterre. Comme bon nombre de villes anglaises, la commune du Yorkshire avait l'intention de célébrer le passage de la nouvelle année avec un spectacle pyrotechnique. Le morse, devenu une attraction pour les touristes, a attiré l'attention des associations de protection animale. « Des craintes existent sur le fait que le dispositif pourrait créer un stress chez le mammifère », a déclaré un porte-parole de la ville. Déçu mais bien conscient que « le bien-être du morse devait primer », le maire a annulé le feu d'artifice. Une décision saluée par les associations de protection des animaux. « Tout le monde a juste fait ce qu'il fallait et nous en sommes extrêmement reconnaissants », a souligné Emily Mayman du British divers marine life rescue (BDMLR).



Rigolard



***Un touriste Japonais** arrive à l'aéroport Charles De Gaulle et prend un taxi pour aller voir le Stade De France. Sur l'Autoroute, il regarde par la vitre arrière et, apercevant une moto qui double, tape sur l'épaule du chauffeur en disant : " Moto Kawazaki, très rapide... Made in Japan ! "

Un peu plus loin sur la route, le touriste tape à nouveau sur l'épaule du chauffeur de taxi et dit : " La... Auto Toyota, très rapide... Made in Japan! " Même s'il est fatiguant, le chauffeur ne dit rien. Il poursuit sa route jusqu'au stade olympique et débarque son passager : " Voila Monsieur, ça vous fera 100€ "

Le Japonais stupéfié par le prix remarque : " Ouh la la... Très cher ! " Et le chauffeur se retourne en souriant : " Hey oui, compteur très rapide... Made in Japan "

***Un jour un chanteur** a fini un concert par son morceau le plus difficile. A la fin, la salle entière s'est levée et a hurlé : « Encore ! Encore ! Encore ! »

Le chanteur jubile et s'exécute, et sitôt la fin du morceau les cris reprennent de plus belle. Au bout de dix fois à chanter le même morceau, le chanteur remercie la salle à nouveau et demande : « On dirait que vous

aimez vraiment ce morceau, nan ? » Et un mec dans le public répond « Nana, nan, pas du tout, mais c'était tellement l'enfer qu'on voulait juste que tu t'améliores. Mais là ça commence à venir... »

*Blagues courtes

- Tu connais l'histoire de l'armoire ? Elle n'est pas commode.
- Un jeune père discute avec son collègue : " Mon fils marche depuis quatre mois". " Oh là là, il doit être loin maintenant. "
- Qu'est-ce qu'une manifestation d'aveugles ? Un festival de cannes.
- Tu connais la blague de la chaise ? Elle est pliante / elle est tellement longue.
- Que fait une vache quand elle ferme ses yeux ? Elle fabrique du lait concentré.
- Quelle est la différence entre une échelle et un pistolet ? L'échelle sert à monter, le pistolet sert à descendre.
- Tu connais la blague à deux balles ? PAN ! PAN !
- Qu'est-ce qu'un tube de colle avec une cape ? Une super glue.
- Tu connais la blague sur les magasins ? Elle a pas supermarché.

A VENDRE

Local à vendre bien situé

**Superficie
250 m²**

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





Un devoir, une fierté nationale et l'enrichissement des connaissances



Inscriptions ouvertes jusqu'au 30 avril,
pour les jeunes de 19 à 25 ans



www.tajnid.ma